

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Luiz Inacio Lula Da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, sur les relations franco-brésiliennes, à Brasilia le 7 septembre 2009.

M. LE PRESIDENT LULA - Messieurs les membres de la délégation française, Messieurs les ministres d'Etat brésiliens, qui sont ici présents à cette réunion & Mesdames, Messieurs, professionnels, journalistes français et brésiliens.

Le Brésil se sent extrêmement honoré de recevoir une fois de plus le Président SARKOZY. Cette fois ci, cela se passe le jour de notre Indépendance. Aujourd'hui nous consolidons définitivement le partenariat stratégique que nous avons lancé en 2005, ainsi que le plan d'action que nous avons défini au mois de décembre dernier. Nous partageons les mêmes valeurs et les mêmes idéaux. Nous luttons pour la paix, nous souhaitons un ordre global plus durable et plus solidaire. Nous sommes pleinement conscients de nos responsabilités dans le monde. Ces principes sont au fondement de notre Alliance pour le changement. Le Brésil et la France sont ensemble pour renforcer le dialogue entre les économies industrialisées et les pays émergents, dont la voix a besoin d'être entendue. C'est pour cela qu'aujourd'hui nous adoptons des instruments qui consolident une alliance Nord - Sud, mais d'un genre nouveau, sans asymétrie. Les accords en matière de super ordinateur et les projets en matière d'informatique, d'aérospatiale et dans le domaine nucléaire renforceront notre compétitivité dans des secteurs stratégiques de pointe. Lors du lancement du programme du « pré-sel » il y a quelques jours, j'ai affirmé que nous étions en train de célébrer notre deuxième indépendance. Une indépendance qui doit être également technologique. Sans elle, on ne peut pas construire un pays souverain. C'est pourquoi ces décisions sont si symboliques, celles que nous prenons aujourd'hui avec la France dans le domaine de la défense et les décisions que nous prendrons également à l'avenir.

Nous allons produire ensemble des équipements qui renforceront la capacité technologique du Brésil pour protéger et valoriser ses richesses naturelles. Il s'agit d'une composante fondamentale de la stratégie de défense que mon Gouvernement a approuvé.

Nous souhaitons créer des consortiums régionaux dans le domaine de l'Industrie et de la Défense, produisant des synergies avec nos voisins. Nous souhaitons renforcer notre stratégie de dissuasion pour préserver le continent en tant que zone de paix. Le Brésil fait le pari d'un projet régional de défense tourné vers la construction de la confiance, de l'intégration et du développement.

Et c'est ce que la France et le Brésil précisément font à leurs frontières. Le pont sur l'Oyapock rapprochera nos populations et créera des opportunités de développement conjoint. Si Dieu le veut, nous allons procéder à l'inauguration de ce pont en 2010.

Dans ce même objectif, nous intensifions la coopération frontalière en matière policière et consulaire. Notre partenariat se fonde sur des chiffres extrêmement forts. Le stock d'investissement des Français au Brésil a augmenté d'environ 50% au cours des trois dernières années. Le commerce a plus que doublé depuis 2003 et a atteint l'année dernière pratiquement 9 milliards de dollars.

Avec la crise mondiale nous devons aller au-delà encore de ces niveaux d'échange. Voilà quelle

est donc la tâche de la première réunion du groupe de travail de haut niveau qui va se réunir demain à São Paulo pour identifier de nouvelles possibilités d'affaires.

Les opportunités existent, elles sont là avec les préparatifs pour la Coupe du Monde de 2014, les grands travaux du plan d'accélération de la croissance et l'exploitation du « pré-sel ».

Ce n'est pas écrit dans le texte mais il y a également le Train à Grande Vitesse qui va relier Rio de Janeiro à São Paulo.

Le Centre franco-brésilien de la biodiversité va multiplier les capacités de recherche, les connaissances et l'innovation technologique en Amazonie. Et en valorisant le produit et les services de la forêt, nous avancerons ainsi plus encore dans la réduction de la déforestation. Notre groupe de travail bilatéral sur les changements climatiques se réunit demain pour rapprocher nos positions par rapport au Sommet de Copenhague. Le Brésil est en train de faire sa part. Nous voulons présenter des chiffres qui confirment notre contribution à la réduction des émissions. Et nous comptons sur la France pour sensibiliser les pays industrialisés afin qu'ils respectent leurs engagements du protocole de Kyoto. Le défi de préserver notre planète sans entraver les perspectives de développement des pays les plus pauvres est un pilier de notre Alliance pour le changement.

Le Président SARKOZY et moi-même nous nous sommes coordonnés de façon très intense dans les principaux forums multilatéraux pour défendre les changements dans la gouvernance mondiale. Notre prochaine rencontre aura lieu à Pittsburgh, lors de la réunion du Sommet du G20. Nous voulons effectivement avoir un véritable transfert des droits de vote pour les pays en développement, au sein du FMI et à la Banque mondiale.

Nous allons insister sur la réglementation transparente des agents financiers. Nous ne pouvons plus accepter sans rien dire les signaux préoccupants du retour à la spéculation effrénée. Le Brésil n'a pas prêté 10 milliards de dollars au FMI, pour qu'ensuite tout redevienne comme avant. L'accord obtenu dans le cadre du G20 a évité que la crise mondiale ne s'aggrave mais il serait prématuré de suspendre les mesures contracycliques qui ont aidé à réduire les effets de la crise dans de nombreux pays. La reprise de la croissance mondiale sera beaucoup plus rapide si nous terminons les négociations du cycle de Doha sur des bases justes et équilibrées. Ce n'est que comme cela que nous réussirons à corriger les asymétries du système multilatéral du commerce. Enfin, ce serait une grande illusion d'imaginer que nous construirons un monde plus juste sans une réforme profonde des Nations Unies. J'ai déjà dit que nous ne pouvons pas résoudre les problèmes du XXI^e siècle avec des instruments qui existent depuis 60 ans déjà. Le soutien de la France à la demande brésilienne pour un siège permanent au Conseil de sécurité est plus qu'un vote de confiance dans le Brésil, c'est une démonstration de l'engagement du Président SARKOZY pour un ordre mondial démocratique et solidaire. Voici l'esprit et c'est également cet esprit là qui règne dans notre alliance en Afrique.

J'espère voir signer au cours de sommets Brésil - Union européenne un partenariat trilatéral pour le développement de bioénergies. Je sais que le Président SARKOZY partage mon enthousiasme pour les énergies renouvelables. Avec l'aide de la France nous pouvons refaire en Afrique l'expérience très réussie brésilienne en matière de production d'énergie propre, bon marché et productrice d'emplois et de revenus.

Pour toutes les raisons que je viens d'exposer, je suis pleinement convaincu que notre dialogue est chaque fois plus indispensable. Mais tout ceci, tout ce que nous faisons ensemble ne serait pas possible sans l'affinité qui existe entre nos populations. Et la plus grande preuve de cela est le grand succès de l'année de la France au Brésil. Les Brésiliens ont en ce moment l'occasion de découvrir une France riche et diverse, ouverte sur le monde et proche du Brésil. Voici le message, le plus grand message de la visite de mon ami le Président SARKOZY et de l'alliance que nous célébrons aujourd'hui.

Mon cher Nicolas, je sais que vous êtes très heureux parce que vous avez vu que je suis arrivé à la fin de mon discours. Mais je voudrais néanmoins vous dire quelques mots qui ne sont pas ici, sur le papier. Et je voudrais présenter mes excuses aux interprètes pour ce faire.

Je pense que pour le Brésil et pour moi, en tant que Président du Brésil, la visite du Président

SARKOZY est plus qu'une visite, une simple visite. En réalité c'est la consolidation d'un partenariat stratégique entre deux peuples qui ont beaucoup de choses en commun. Et ce partenariat que nous sommes en train de réaliser, ce n'est pas un simple partenariat commercial. La France ne veut pas simplement vendre au Brésil et le Brésil ne veut pas simplement vendre en France. Nous voulons penser ensemble, nous voulons créer ensemble, nous voulons construire ensemble et si possible même vendre ensemble. C'est pour cela que ce partenariat, surtout dans le domaine de la défense, représente quelque chose de très important pour le Brésil. Le Brésil, en effet, est un pays M. le Président SARKOZY, qui veut la paix. Mais en même temps ce pays, le Brésil, a 360 millions d'hectares de terre en Amazonie et le Brésil a besoin de préserver ces terres. Et en même temps permettre que plus de 25 millions de personnes qui habitent dans cette région puissent se développer, travailler et vivre en toute dignité.

Mais maintenant nous avons découvert une autre richesse qui est le « pré-sel ». Il se situe dans une région de 149 000 km² et c'est à 6 000 m environ de profondeur. Et nous savons également la quantité de réserve de pétrole qui s'y trouve. Et faire des investissements dans le domaine de la défense, c'est en fait s'occuper de notre territoire et de notre souveraineté avec beaucoup plus d'attention. En fin de compte il faut toujours avoir présent à l'esprit l'idée que le pétrole a déjà été un motif de nombreuses guerres, de nombreux conflits. Et nous ne voulons ni guerre, ni conflit. Le Brésil voit cette opportunité du « pré-sel » comme étant une possibilité pour les quinze à vingt prochaines années de se transformer dans une grande économie mondiale. Et nous avons pris des engagements fondamentaux à cet égard. Moi je suis fatigué de voir des pays avec beaucoup de pétrole qui restent pauvres et je suis fatigué de voir des pays qui n'ont pas de pétrole et qui sont riches. Nous, nous voulons une combinaison des deux choses.

Nous sommes en train de créer une entreprise publique, une entreprise d'Etat qui va justement administrer cette richesse du pétrole en créant un fond d'investissement prioritaire dans les domaines de l'éducation, dans la science et la technologie, l'environnement et la culture. Donc ce sont les quatre domaines prioritaires et bien entendu, il y aura d'autres domaines mais si on investit dans l'éducation, je crois que c'est comme cela que même si le pétrole s'épuise, si le peuple est bien formé, notre richesse continuera pour les siècles à venir. De sorte que ce partenariat stratégique dans le domaine de la défense a une valeur pour nous extraordinaire, lorsque nous nous rendons compte que nous pouvons construire ensemble tout ce dont nous avons besoin.

Donc ce que je souhaiterais faire ici, Monsieur le Président, c'est terminer en vous disant et dire à la presse brésilienne et à la presse française que aujourd'hui, ce n'est pas simplement le jour de l'Indépendance du Brésil. Aujourd'hui c'est le jour où nous venons de consolider définitivement ce partenariat stratégique avec la France et à partir de maintenant, nous n'avons qu'une seule parole à adresser à nos ministres, c'est le mot : travail. C'est le seul mot que nous avons à leur dire. Travail, travail et travail. Parce qu'il n'est pas suffisant que les deux présidents décident si nos collègues, les plus proches ministres, ne sont pas disposés à faire avancer les choses. Et même lorsque vous décidez que les choses aillent de l'avant, il faut aussi suivre tout ce qui se fait par ce que là, en bas, il y a quelque chose qui s'appelle machine bureaucratique, qui parfois entrave, et entrave beaucoup, et qui empêche les choses d'aboutir. Il se peut qu'il y ait des personnes également qui ne veulent pas ce partenariat favorable entre la France et le Brésil. Je suis certain que les Français le veulent et je suis certain que le Brésil le veut. Et si nous deux, nous le voulons ensemble, qui sera contre ce partenariat extraordinaire ? C'est pour cela M. le Président SARKOZY, une fois de plus merci, merci pour votre disponibilité de travailler conjointement avec le Brésil.

LE PRESIDENT - Monsieur le Président, d'abord c'est un très grand honneur pour la France d'être l'invitée d'honneur de la fête de l'Indépendance du Brésil. C'est un honneur d'autant plus grand qu'il est rare puisque c'est la première fois qu'un pays occidental a été invité dans ces conditions. Croyez bien que la France l'apprécie.

Le Président LULA dit : « on va penser ensemble, on va créer ensemble, on va construire ensemble et on va vendre ensemble ». Oui, le Président LULA et moi, le Brésil et la France, on pense ensemble. Qu'est ce que l'on pense ? On pense que l'organisation du monde doit changer

pense ensemble. Qu'est-ce que l'on pense ? On pense que l'organisation du monde doit changer pour être plus juste. On pense que la réponse à la crise, ce n'est pas l'immobilisme, c'est le changement. On pense que pour Copenhague, on n'a pas le temps, que le temps travaille contre nous, que la protection de la planète, on doit s'en occuper maintenant.

C'est vrai, la France considère que cela ne sera que justice que le Brésil soit membre permanent du Conseil de sécurité. Et la France considère que l'on n'a pas à attendre la réforme provisoire du Conseil de sécurité. C'est une question de justice et c'est une question de légitimité pour les Nations Unies. Et j'aurai l'occasion de le dire à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Le Président LULA a parlé de la Défense. Un pays fort, c'est un pays qui est capable de se défendre. Un pays fort politiquement, c'est un pays qui peut dire au monde : « voilà ce que je dis et voilà ce que je suis capable de faire ». Et c'est un autre point commun entre la France et le Brésil. La France, de tous les pays européens, est celui qui engage le plus fort effort budgétaire au service de sa sécurité. Parce que la sécurité de la France, c'est également la sécurité de l'Europe et la sécurité du monde. Et il y aurait quelques contradictions à voir cette puissance économique qu'est le Brésil, 8e puissance du monde, ce géant en superficie - 5e pays du monde par la superficie - qu'est le Brésil, ce partenaire politique incontournable du monde, qui ne se donnerait pas les moyens d'être un acteur majeur du monde. Parce que les acteurs majeurs du monde, ils ont une politique de défense ambitieuse.

Que veut la France ? Travailler main dans la main avec vous, signer des partenariats, dans un système gagnant-gagnant. Oui, avec le Président LULA, nous voulons développer l'industrie aéronautique, nous voulons construire des avions ensemble, développer des avions ensemble, vendre des avions ensemble. Et c'est ce que nous avons fait lors de nos derniers voyages et celui-ci, avec des accords littéralement historiques. Et croyez bien, mes chers amis brésiliens, que la France sera un partenaire fiable, efficace et que nous gagnerons ensemble sur la technologie, sur les créations d'emplois par milliers et sur la sécurité que nous offrirons à nos deux peuples et au peuple du monde.

Nous avons pris une autre décision historique puisque nous avons pris la décision que le Brésil et la France, nous irions sur une position commune à Copenhague. C'est justement -je parle sous le contrôle de Jean-Louis BORLOO- ce qui manque à Copenhague. Qui va prendre le leadership ? Qui va lever les égoïsmes nationaux ? Qui va incarner un axe parce que nous n'avons pas le droit de perdre et d'échouer à Copenhague.

Un grand pays émergent, le Brésil, un pays industriel, la France, décident d'avoir une position commune. Ensemble Jean-Louis BORLOO, Bernard KOUCHNER, Brice LALONDE, on va travailler pour exprimer cette position commune. Nous sommes fiers, nous les Français, d'avoir 700 Kms de frontière avec vous. Vous êtes la puissance amazonienne mais le destin de l'Amazonie nous concerne aussi. Et nous voulons travailler avec vous sur ces questions.

Politiquement, sur la défense, sur l'environnement et puis l'économie, les perspectives de développement pour nos deux pays sont considérables. Le Brésil s'engage dans un effort fantastique de développement des énergies durables. C'est justement ce que nous allons faire en France. Ce matin encore nous en avons parlé avec le Président LULA. Alors on va le construire ensemble. Pourquoi ne pas développer ensemble, y compris par des alliances capitalistes, le développement des énergies renouvelables.

L'énergie nucléaire, les tramways, et je serai cet après-midi dans les rues de Brasilia. Le Train à Grande Vitesse sur un espace extraordinairement grand qu'est le Brésil. S'il y a un pays au monde où il y a une perspective pour la technologie française, je le dis à nos amis brésiliens, le partage de la technologie ne nous fait pas peur. Pourquoi ? Parce que nous savons que dans le monde du XXIe siècle, les pays doivent parler d'égal à égal. Que le temps de la colonisation, c'est terminé. Que tous les pays, et c'est normal, veulent la technologie, de l'emploi, de la création de richesse, de la croissance. Mais nous avons intérêt à travailler avec vous. Parce qu'il y a la technologie d'aujourd'hui et la technologie de demain. Et pour la technologie de demain, quel pays peut dire que seul, il y arrivera ?

Je n'ai rien à rajouter à ce qu'a dit le Président LULA. Je le partage pleinement, si ce n'est que naturellement, je veux le dire aux Brésiliens, que toute la France sera derrière la candidature de

Rio pour 2016. Notre vote vous est acquis. Nous souhaitons que le Brésil ait les Jeux Olympiques, parce que cela serait formidable pour le Brésil, pour l'Amérique latine et pour cet événement universel. Nous serons totalement à vos côtés.

Et bien sûr, si vous considérez que la candidature d'Annecy, deux ans plus tard, ne portait pas violemment concurrence aux si nombreuses stations de sport d'hiver brésiliennes, peut-être que vous pourriez soutenir également notre candidature.

Enfin, dernier mot, je partage totalement la vision du Président LULA sur l'Afrique. Et nous voulons travailler ensemble au développement de l'Afrique, avec le Brésil, dans une nouvelle forme de triangulation entre le Brésil, la France et l'Afrique. Il y a déjà deux pays où l'on travaille ensemble, pour développer des énergies renouvelables. Soyons encore plus ambitieux.

Je vous le dis très sincèrement, le monde a besoin du leadership de LULA. De son amour de l'Afrique. De ses convictions démocratiques. De l'exemple que représente le parcours exceptionnel qui est le sien. Moi, je suis fier d'être son ami et je suis très heureux de tout ce que l'on a fait ensemble.

On s'était vus il y a un an et demi, du côté de la Guyane française. Mon Dieu, qu'il faisait chaud ! Et on s'était dit, LULA et moi, voilà les projets que l'on a. Et puis en repartant je me disais : « vraiment, ce serait bien que cela marche ». Et au fond, cela a dépassé mes espérances. Il y avait un certain nombre de ministres qui était là : le ministre de la Défense, le ministre des Affaires étrangères, le ministre de la Culture. Et je m'étais dit : « si déjà on fait la moitié de ce que l'on a imaginé, LULA et moi, ce sera fantastique ». Mais c'est un homme particulier, le Président brésilien. Parce que nous n'avons pas fait la moitié, on a fait 120% de ce que l'on avait prévu. Et si vous saviez, encore ce matin, tout ce qu'on a imaginé. Mais il ne faut pas que je le dise maintenant parce que, tu me dois un barbecue ! Parce que je dois le confesser à la presse brésilienne, la seule promesse que LULA n'a pas tenue, c'est de m'offrir un barbecue. Car hier soir il y a eu un petit incident qui fait que j'ai eu un plat traditionnel brésilien mais pas le barbecue.

Malgré tout, la visite que j'ai effectué avec une délégation importante au Brésil, c'est une visite historique pour nous. Vous nous faites confiance. Je veux dire à chaque Brésilien que chaque Français fera en sorte que vous ne soyez pas déçus et que nous serons au rendez-vous de ce partenariat stratégique.

Je vous remercie.

M. LE PRESIDENT LULA - Pour la presse brésilienne, ne faites pas d'erreur demain dans les journaux. C'est vrai qu'il y a un an déjà que je promets un barbecue au Président SARKOZY et hier, il est arrivé ici à 20h30, le barbecue était déjà presque au point, mais vous savez que ces appareils modernes ont un verre tempéré de chaque côté et je crois que l'on a mis trop de charbon dans l'appareil, qui a fait éclater le verre et tout le verre est tombé sur la viande, donc on n'a pas pu manger la viande. On ne pouvait pas offrir de barbecue avec du verre au milieu de la viande mais ma femme Marisa, avait prévu qu'il pouvait pleuvoir et elle avait laissé la Mocheca, un plat de poisson donc à la place de la viande on a mangé du poisson. Mais j'étais très heureux parce que le Président SARKOZY a beaucoup aimé aussi le plat de haricots. Cela veut dire qu'il se sent complètement chez lui ici.

QUESTION - Monsieur le Président LULA. Vous avez ce matin annoncé l'ouverture de négociations entre le Brésil et le groupe Rafale pour l'acquisition de 36 avions de combat. Cela signifie-t-il que les concurrents du Rafale, les deux avions concurrents, sont définitivement exclus de la compétition ?

M. LE PRESIDENT LULA - Cela veut dire tout simplement ce qui est écrit dans le communiqué. J'ai annoncé que le Brésil avait pris la décision d'entrer en négociation avec le GIE pour l'acquisition de 36 rafales. J'avais déjà eu une rencontre avec des journalistes la veille et j'avais déjà dit que pour nous, l'avion est quelque chose de très important. Mais pour nous, ce qui est important véritablement, c'est d'avoir accès à la technologie pour que l'on puisse produire cet avion au Brésil. Et c'est cela que nous sommes en train de négocier avec le ministre de la Défense, avec le commandant de l'Aéronautique et le ministre de la Défense de la France, avec

l'entreprise qui les produit. Dans le fond, le Brésil veut acheter un avion qui puisse donner au Brésil la garantie d'avoir un usage complet de cet avion avec les transferts de technologie.

QUESTION - Je voudrais simplement insister sur ce point et savoir alors si la concurrence est déjà terminée avec le gouvernement de la Suède et le gouvernement d'Amérique du Nord ? Et quelle est la valeur de ce paquet, puisque la France annonce également en ce moment qu'elle va acheter du Brésil 10 Hercules brésiliens ?

M. LE PRESIDENT LULA - Non, je voudrais vous dire quelque chose. Nos collègues ont travaillé jusqu'à environ 2h du matin. Je n'ai même pas eu le temps de faire une réunion avec mon ministre de la Défense pour discuter en profondeur des discussions qu'ils ont eues entre eux. Le sens est dans le communiqué, rien de plus, rien de moins. Nous avons décidé, je le répète, que nous allons commencer des négociations pour l'achat des Rafale. Moi, je ne connais pas la valeur totale mais soyez certains que cette semaine, je vais rencontrer M. JOBIM et le commandant de l'Aéronautique pour discuter les détails, parce que c'est eux qui vont devoir voyager et discuter ces questions.

Je vous remercie.

QUESTION - Monsieur le Président SARKOZY, avec l'ouverture de ces négociations, est-ce que l'on peut dire que c'est la fin, en quelque sorte, de la malédiction pour le Rafale et est-ce que vous pouvez nous en dire un peu plus également sur la contribution des entreprises françaises au futur avion de transport militaire brésilien ? La France, si j'ai bien compris, s'est engagée à acheter une dizaine de ces futurs appareils.

LE PRESIDENT - Nous faisons avec l'avion Rafale ce que nous avons fait, il y a un an, avec le sous-marin à propulsion nucléaire et les Scorpène. Les chefs d'Etat décident d'un choix que l'on pourrait dire de principe. Ensuite, dans une négociation exclusive, nos collaborateurs pour les Scorpène et pour le sous-marin à propulsion nucléaire ont mis neuf mois pour se mettre d'accord ce que le Président LULA et moi nous n'avons pas précisé, mais c'est quand même extraordinaire. On a signé définitivement là-dessus. Cela sera ainsi à chaque fois. Nous sommes très intéressés.

Je vous annonce la décision de principe - je parle sous le contrôle d'Hervé MORIN - d'acheter les avions de transports brésiliens en remplacement de nos C130 d'origine américaine. Il se trouve que nous devons changer ces avions. Je le précise pour ceux qui sont moins spécialistes que vous, cela n'a rien à voir avec le dossier de l'A400M, et que j'ai indiqué que nous souhaitons acheter les avions brésiliens. La négociation commence exactement dans les mêmes conditions, une dizaine de ces avions.

QUESTION - Sur le délai de négociation concernant le Rafale. Pensez-vous que cela pourra être à peu près le même type de durée que pour les Scorpène ?

LE PRESIDENT - Exactement. Et pour l'avion brésilien, ce que nous allons faire également, non seulement nous allons acheter, mais d'ores et déjà, nous allons commencer à discuter parce que nos amis brésiliens veulent nous associer à la construction - je parle sous leur contrôle -, de leur avion avec la technologie de Dassault, de Thalès, de Safran. C'est un véritable échange que nous faisons de la même manière que pour le Rafale, il sera développé en accord avec nos amis brésiliens. C'est donc un choix extrêmement précis et très important.

QUESTION - Messieurs les Présidents, je souhaiterais changer un petit peu de thème : quel pourrait être une position conjointe pour le Brésil et la France lors du G20 à la réunion de Pittsburgh, si l'on tient compte du fait que l'identité de vues qui existe entre nos deux pays sur les changements, une plus grande réglementation des marchés financiers, la crainte en ce qui concerne la reprise de la spéculation financière, et également en tenant compte de la réforme des organisations de Bretton Woods ? Je voudrais entendre l'avis des deux Présidents sur ce point.

M. LE PRESIDENT SILVA - D'abord, je pense que le G20 est en train de jouer un rôle très important dans un nouvel ordre économique mondial qui devra surgir après les événements de l'année dernière. De toute évidence, les choses se produisent plus lentement que ce que le Président SARKOZY et moi-même souhaiterions parce qu'il s'agit de 20 pays et donc il faut prendre en compte les différences de pensée qui existent entre tous ces pays.

Malgré tout, il est déjà bien clair, en tout cas, que le monde ne peut pas survivre à une troisième vague

mais il est déjà bien clair, en tout cas, que le monde ne peut pas survivre à une troisième vague de spéculation comme celle que nous sommes en train de vivre et qui a commencé avec les subprimes. Moi, j'ai divisé la crise en deux moments, Monsieur le Président, d'abord la crise immobilière américaine où l'on discutait le financement et les possibilités de paiement des gens qui avaient des hypothèques aux Etats-Unis. Et la deuxième partie, la plus grave, c'est lorsqu'il y a eu la faillite de Lehman Brothers et que l'argent a disparu du marché. Les spécialistes disent que si le Président BUSH avait mis 60 milliards de dollars encore en 2007, ceci ne se serait pas produit. Il n'y aurait pas eu la crise de crédits qui s'est produite et Lehman Brothers n'aurait pas fait faillite.

De façon concrète, nous allons travailler pour que les pays puissent vraiment avoir un enclenchement de financement dans lequel les banques puissent payer. Personne ne peut prêter ce qu'il n'a pas, mais ne peut prêter que ce qu'il a. Et ces prêts doivent donner comme résultat la production d'un bien matériel. Il faut que l'on puisse produire quelque chose, c'est cela qui va donner de la richesse et non pas la spéculation qui existait au préalable.

La deuxième chose, c'est qu'il est déjà clair également qu'il faut complètement changer le FMI, la Banque mondiale, parce que toutes ces institutions ont besoin de prêter des fonds pour produire du développement et non pas prêter des fonds avec des impositions prédéterminées qui rendent impossible aux pays emprunteurs de faire quelque chose.

Je suis au courant de la situation en Afrique où les pays disposent d'argent et le FMI ne leur permet de faire une seule route parce qu'il faut faire des ajustements fiscaux. Ce n'est pas au prêteur d'imposer les conditions dans lesquelles on va utiliser l'argent. Ce que le prêteur doit dire, il doit avoir la garantie qu'il sera remboursé. Donc, tout cela doit changer. Le Brésil, lors de la réunion au FMI, nous avons beaucoup discuté avec le Président du FMI avant son élection.

Je pense que nous tous, nous devons avoir très au clair le fait que le monde ne peut pas oublier ce qui s'est produit l'année dernière. Si cela n'a pas été une catastrophe, c'est parce que chaque Etat a joué un rôle incroyable. Parce que la logique de dire que le marché allait tout résoudre, cette logique n'a pas marché. Le marché peut résoudre une partie des choses, mais l'Etat ne peut pas abandonner son rôle d'inducteur. Et au Brésil, vous l'avez suivi, on a dû en passer par l'achat de banque, on a dû mettre plus d'argent dans la production, on a dû faire en sorte que les banques publiques donnent plus de crédit. Et si l'Etat n'existe pas dans un cas comme celui-là, alors les choses ne fonctionnent pas aussi facilement que certains pensaient que cela allait fonctionner.

Nos ministres de l'Economie se sont réunis il y a très peu de temps, il y a toujours un accord dans le comportement de la France et du Brésil. Et je suis certain également que M. SARKOZY et moi-même, iront à la réunion du G20 pour nous faire entendre et pour obliger les autres à agir.

On ne veut plus la souffrance des plus pauvres qui n'ont rien eu à voir avec la crise.

LE PRESIDENT - Nous irons au G20 à Pittsburgh pour que cela change, pour que des décisions soient prises, que ce ne soit pas un sommet pour rien. Washington a été utile, Londres a été utile. Pittsburg doit être conclusif. Nous sommes très déterminés là-dessus.

Je rajouterai simplement une chose sur le FMI. Il faut changer l'équilibre des droits de vote à l'intérieur, c'est une question de légitimité aussi. Et qui ne voit que la multiplication des sommets du G20 - je partage pleinement l'avis du Président LULA sur le sommet du G20, la France d'ailleurs avait eu l'idée de ces sommets - mais pourquoi est-on obligé de se réunir en sommet, indépendamment du fait qu'à 20 nous représentons 85% du PIB mondial ? C'est parce que les instances mondiales des Nations Unies doivent se réformer au risque de perdre de leur légitimité. Je crois aux Nations Unies, je crois à l'universalité du G192, mais les Nations Unies doivent se réformer, nous sommes au XXI^e siècle. On ne peut pas considérer qu'il est normal que l'Afrique n'ait pas un membre permanent du Conseil de sécurité. De la même façon, et je l'avais dit à LULA dès le premier jour à Heilingendam, qu'on ne peut pas se réunir en G8 et inviter pour le petit-déjeuner, le troisième jour, le Brésil. Cela m'a toujours choqué, j'ai toujours considéré que c'était une façon de faire dangereuse, très dangereuse. Je n'ai jamais changé d'avis et je pense que si on veut que le Brésil joue toute sa partition dans la défense de l'environnement et dans la préparation de Copenhague, il faut avoir l'honnêteté de dire au Brésil : « vous avez des devoirs,

mais vous avez les droits qui vont avec ». On ne peut pas dire aux pays émergents, « vous comptez moins dans scène de la gouvernance mondiale, mais vous devez payer plus ». C'est un système qui ne marchera pas.

Ce que je dis pour le Brésil, vous le savez très bien, je le dis pour l'Inde, je le dis pour l'Egypte et un certain nombre de grands pays dont nous avons besoin. On est au XXI^e siècle et on continue avec les instances du XX^e siècle. Et c'est sur ce point là qu'avec LULA, on s'est totalement rencontré. On peut avoir besoin de travailler sur tel ou tel sujet ensemble, on n'a pas la même histoire, mais on a la même conviction. Il y a trop d'injustices. Et l'immobilisme, c'est la préservation des injustices. C'est le changement dont on a besoin, le mouvement. Et comme dans le monde, bouger seul c'est impossible, on a décidé que le Brésil et la France, on allait bouger ensemble, dans la même direction. Je crois que c'est une très bonne nouvelle.

Merci à tous.